

# POINT DE VUE. « Universités sacrifiées, jeunesse fragilisée »



Dans un amphithéâtre de la Faculté de Droit de Rennes (Rennes 1). Archives Ouest-France / Philippe RENAULT.

Neuf présidents d'université de l'Ouest tirent un puissant signal d'alarme : « les nouveaux surcoûts prévus par le projet de loi finances 2025, d'une ampleur inédite, placeront une très grande majorité d'universités en déficit cette année. » Et d'annoncer : « sans mesures immédiates, un grand nombre d'universités pourraient refuser de participer au processus Parcoursup... »

« Nous, présidentes et présidents des [universités](#) du Grand Ouest, alertons sur les graves menaces que le [projet de loi de finances 2025](#) fait peser sur la jeunesse.

Ces dernières années, les universités ont déjà contribué aux efforts très importants requis par [la situation économique du pays](#), notamment en encaissant les surcoûts liés à des mesures salariales certes justifiées, mais imposées par l'État et non financées. Elles sont également touchées de plein fouet par l'inflation et les hausses des prix de l'énergie. Les nouveaux surcoûts prévus

par le projet de loi finances 2025, d'une ampleur inédite, placeront une très grande majorité d'universités en déficit cette année. Elles ne seront plus en position d'assurer des conditions d'études et de recherche dignes de l'ambition affichée par l'État.

Bien que les universités aient déjà tiré la sonnette d'alarme, le gouvernement persiste à augmenter significativement les dépenses des universités en 2025, en décidant de relever leur contribution aux cotisations retraite (le « CAS pensions »). Cette nouvelle charge ne peut qu'aggraver significativement la situation budgétaire des établissements et dégrader leur fonctionnement ainsi que leur capacité d'investissement, au détriment de la bonne mise en œuvre de leurs missions de formation, de recherche et d'innovation, au détriment de l'intérêt général. Certains établissements sont ainsi menacés de se trouver en cessation de paiements d'ici la fin de l'année 2025.

Nous appelons nos gouvernants à soutenir leurs universités. L'obligation d'appliquer ces coupes budgétaires drastiques conduira irrémédiablement au recul de notre système d'enseignement supérieur et de recherche, et à terme, à son décrochage sur le plan international. Il marquera aussi l'affaiblissement de son maillage territorial, au détriment des étudiants et de la démocratisation de l'enseignement supérieur.

Possibles fermetures de filières ?

En cohérence avec les ambitions fortes affichées par l'État en termes d'enseignement supérieur et de recherche, ambitions réaffirmées par le président de la République le 13 novembre et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche le 19 novembre, lors de la présentation de sa feuille de route « au service de notre prospérité et notre souveraineté », nous demandons à l'État par ordre de priorité :

- la compensation du CAS pension pour les universités et les écoles (180 M€)
- la compensation du coût des mesures Guérini (140 M€) ;
- le réajustement à la hausse de la marche 2025 de la loi de programmation recherche.

Nous ne pouvons pas sacrifier l'avenir au présent. Il est encore temps de mobiliser les moyens indispensables au service de la jeunesse pour répondre aux enjeux de formation, de recherche et d'innovation et relever ensemble les défis posés à nos sociétés.

Sans mesures immédiates, un grand nombre d'universités pourraient refuser de participer au [processus Parcoursup](#) et Trouver Mon Master (depuis le vote des capacités d'accueil jusqu'à la convocation des commissions d'examen des dossiers) et certaines d'entre elles pourraient être

amenées à annoncer, à leur grand regret, la fermeture de filières ou de sites universitaires délocalisés dès la rentrée 2025. »

(\*) **Lamri Adoui** est président de l'Université Caen Normandie ; **David Alis**, président de l'Université de Rennes ; **Carine Bernault**, présidente de Nantes Université ; **Virginie Dupont**, présidente de l'Université Bretagne Sud ; **Vincent Gouëset**, président de l'Université Rennes 2 ; **Pascal Leroux**, président de Le Mans Université ; **Pascal Olivard**, président de l'Université de Bretagne Occidentale ; **Laurent Yon**, président de l'Université de Rouen Normandie ; **Pedro Lages Dos Santos**, président de l'université Le Havre Normandie

Lamri ADOUI, David ALIS, Carine BERNAULT, Virginie DUPONT, Vincent GOUËSET, Pascal LEROUX, Pascal OLIVARD, Laurent YON, Pedro Lages DOS SANTOS (\*).